

(info-express)

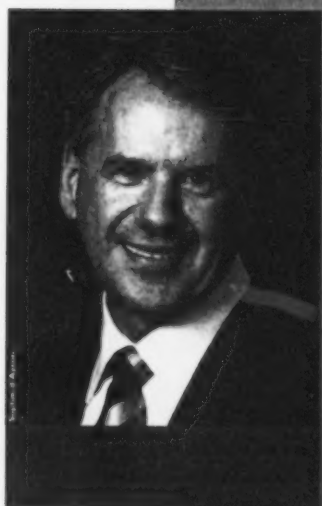
Bulletin d'information du Conseil interprofessionnel du Québec

ÉTÉ 2009

COMITÉ ADMINISTRATIF 2009-2010 • PRIX DU CIO • MOBILITÉ PROFESSIONNELLE •
LA SEMAINE DES PROFESSIONNELS • RELATIONS AVEC LES MÉDIAS • MISSION EUROPE •
COLLOQUE DU FORUM DES SYNDICATS • NOUVELLE CLASSE D'ATTAIRES PROFESSIONNELLES



Conseil
interprofessionnel
du Québec



MOT DU PRÉSIDENT

Nous entrons dans la période estivale et l'occasion est propice à tracer le bilan de l'année qui s'est écoulée. L'exercice me paraît d'autant plus approprié qu'il correspond à la première année de mon mandat à la présidence du CIQ.

Mobilité. Cette année, le principal dossier du Conseil a été celui de la mobilité professionnelle. Il a donné lieu à des moments forts, par exemple la signature de l'Entente entre la France et le Québec en matière de qualifications professionnelles, le 17 octobre dernier.

La mobilité a des conséquences importantes sur les ordres professionnels. Elle les enjoint à trouver l'équilibre entre l'ouverture nécessaire à la globalisation et la sauvegarde des acquis de la société québécoise en matière de protection du public.

Un des effets positifs de l'implication des ordres a été l'approfondissement de nos relations avec plusieurs partenaires. Je pense ici aux intervenants du monde du travail et du monde de l'éducation, particulièrement les universités qui se sont engagées dans la formation d'apprentis des personnes formées hors du Québec.

Le système professionnel québécois suscite beaucoup de fierté, car il comporte des caractéristiques uniques qui permettent l'encadrement efficace de centaines de milliers d'actes professionnels chaque année. Nous devons nous assurer que dans le cadre de ce grand mouvement de globalisation, nous soyons en mesure, avec tous nos partenaires, de protéger et d'exporter le meilleur de notre modèle professionnel tout autant que de nous inspirer de ce qui se fait de mieux ailleurs.

Le Code des professions modernisé. L'année a aussi été marquée par la modernisation de la loi-cadre du système professionnel, le *Code des professions*. Des projets de loi ont été présentés par le gouvernement et commentés par le Conseil: le Projet de loi n° 3 sur la mise en œuvre de l'Entente

France-Québec; le Projet de loi n° 21 dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines; le Projet de loi n° 46 qui modifie le Code. Les autorités ont donné suite à plusieurs de nos commentaires et recommandations, confirmant ainsi notre capacité réelle à influencer les dossiers qui nous concernent.

Plan de communication. Le Conseil s'est doté d'un ambitieux plan de communication. Un plan mobilisateur qui sera réalisé avec la collaboration des ordres et de l'Office des professions. Un plan innovateur, qui culminera avec la tenue de la première Semaine des professionnels du 11 au 17 octobre prochain.

Forums et comités. Signe d'une vie associative saine, j'ai également été impressionné par le volume d'activités menées par le Conseil et les travaux de grande qualité produits par nos différents comités et forums. L'assemblée des membres a mis en place un groupe de réflexion sur la prévention et la gestion des différends qui peuvent survenir entre les ordres professionnels. L'attaché une grande importance à ce dossier, en raison des impacts que peuvent avoir ces différends sur notre cohésion et de l'image négative qui en résulte pour le public.

La prochaine année. La prochaine année sera celle de la mise en œuvre de l'Entente France-Québec et des nouvelles dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur instaurant la mobilité pan-canadienne. L'année sera également marquée par les négociations canado-européennes en vue d'un accord de libre-échange, qui comprendra la mobilité de la main-d'œuvre.

Nous surveillerons de près la révision annoncée de la Loi sur le lobbying. Nous avons déjà souligné le caractère déraisonnable de plusieurs de ses dispositions concernant les ordres professionnels.

Nous commenterons cet automne le nouveau Projet de loi n° 53 instituant le poste de Commissaire aux plaintes en matière de reconnaissance des compétences professionnelles. La modernisation du Code des professions se poursuivra, cette fois probablement en ce qui a trait à d'autres secteurs d'activités.

Le Conseil interprofessionnel sera présent dans chacun de ces dossiers. Il s'agira d'autant d'occasions d'affirmer la pertinence du système professionnel et sa contribution à la société. ■

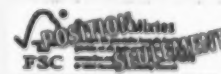
info-express Bulletin d'information du Conseil interprofessionnel du Québec

Le Conseil interprofessionnel du Québec est le regroupement des 45 ordres professionnels québécois. Le Code des professions lui octroie un mandat d'organisme-conseil auprès de l'autorité publique.

RÉDACTION: Jean-François Thuot, Dominique Demers et Julie de Gongre • **CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUES:** Galina de Repentigny • **PHOTO DE LA COUVERTURE:** Sophie d'Ayron • **IMPRESSION:** J. B. Deschamps • Tous les articles publiés dans ce bulletin peuvent être reproduits à la condition d'en indiquer la source. • Dépôt: ISSN-1201-852X Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives Canada



L'info-express est imprimé avec des encres végétales sans composés organiques volatils sur du papier Chorus Art, fabriqué à 50% de fibres recyclées, dont 25% de fibres postconsommation.



LE COMITÉ ADMINISTRATIF 2009-2010



Équipe 2009-2010 : M^{me} FRANÇOISE ROLLIN, M. RICHARD GAGNON, M^{me} JOHANNE CÔTÉ, M. ZAKI GHAVITIAN

Équipe 2008-2009 : M. DANIEL McMAHON, M. CLAUDE LEBLOND, M. ALAIN BERNIER

Lors de l'Assemblée générale annuelle du CIQ tenue le 29 mai 2009, des élections ont eu lieu afin de pourvoir différents postes au sein du comité administratif.

Au terme de ces élections, Mme Johanne Côté, hygiéniste dentaire, a été réélue à la vice-présidence, M. Alain Bernier, technologue professionnel, a été réélu au poste de trésorier et M. Claude Leblond, travailleur social, a été réélu au poste de secrétaire, et ce, respectivement pour un mandat de deux ans.

Le président, M. Richard Gagnon, F. Adm. A., ainsi que M^{me} Françoise Rollin, ergothérapeute, M. Zaki Ghavitian, ingénieur, et M. Daniel McMahon, comptable agréé, poursuivent leur mandat amorcé l'année dernière et complètent le nouveau comité administratif 2009-2010.

ROGER NICOLET, LAURÉAT DU PRIX DU CIQ

Le lauréat du Prix du CIQ 2009 est l'une des plus grandes figures de proue du monde de l'ingénierie au Québec. Remis annuellement, le Prix du CIQ reconnaît la contribution exceptionnelle d'une personnalité au développement du système professionnel.

Roger Nicolet est membre de l'Ordre des ingénieurs depuis quarante-cinq ans. Sa trajectoire professionnelle aura façonné sa profession au Québec et contribué à donner à la notion de compétence professionnelle la valeur qui lui est propre.



M. RICHARD GAGNON, F. Adm. A., PRÉSIDENT DU CIQ ; M. MICHEL VERREAU, VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL À LA PERSONNELLE, ASSURANCES GÉNÉRALES ; M. ROGER NICOLET, INGÉNIEUR ; M. JEAN VAILLANCOURT, VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL, LA PERSONNELLE, ASSURANCES GÉNÉRALES.

Au cours de sa carrière, il a réalisé de nombreux projets qui ont transformé le visage du centre-ville de Montréal. Pensons notamment à la Place Ville-Marie, immeuble emblématique de la métropole du Québec, à la Place Bonaventure et à la Place Montréal Trust.

Homme de vision et d'éthique, ce bâtisseur a mis ses compétences et son poids moral au service de la société québécoise à la suite de plusieurs catastrophes naturelles et de problématiques liées aux infrastructures publiques. Mentionnons à cet égard ses présidences à la tête des commissions sur les inondations du Saguenay et sur le verglas, ainsi que sa contribution à la Commission sur l'effondrement du viaduc de la Concorde.

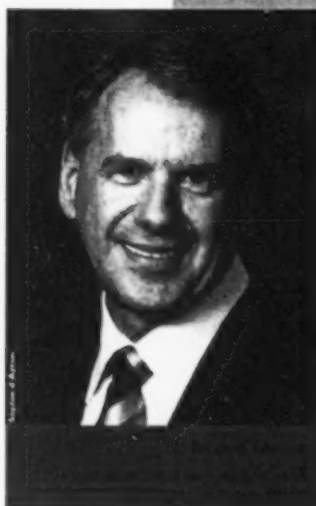
Son engagement social est tout à fait remarquable. Proche de sa communauté, il a toujours eu à cœur la prospérité de la région estrienne et de la municipalité d'Austin dont il est maire depuis plus de 30 ans. Il a présidé l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec pendant neuf ans ainsi que le conseil d'administration de l'Université de Sherbrooke de 1996 à 1998.

Roger Nicolet a été membre du conseil d'administration de l'Ordre des ingénieurs du Québec de 1996 à 2003 et il en a été le président de 1997 à 2002. C'est sous ces cinq mandats que l'OIQ a traversé les périodes tumultueuses de la mondialisation et de la déréglementation, deux facteurs qui ont eu de fortes conséquences sur sa profession.

Animé des valeurs du système professionnel, il s'est engagé à recentrer l'Ordre sur sa mission de protection du public en pilotant notamment une importante restructuration des activités internes de l'Ordre. ■

L'ŒUVRE QUI SYMBOLISE LE PRIX EST UNE MÉDAILLE EN ARGENT MASSIF.
LA PRODUCTION DE L'ŒUVRE ET SA REMISE ANNUELLE BÉNÉFICIENT
D'UNE COMMANDITE DE PRESTIGE DE LA PERSONNELLE,
ASSURANCES GÉNÉRALES, ET MEMBRE DU MOUVEMENT DESJARDINS.





MOT DU PRÉSIDENT

Nous entrons dans la période estivale et l'occasion est propice à tracer le bilan de l'année qui s'est écoulée. L'exercice me paraît d'autant plus approprié qu'il correspond à la première année de mon mandat à la présidence du CIQ.

Mobilité. Cette année, le principal dossier du Conseil a été celui de la mobilité professionnelle. Il a donné lieu à des moments forts, par exemple la signature de l'Entente entre la France et le Québec en matière de qualifications professionnelles, le 17 octobre dernier.

La mobilité a des conséquences importantes sur les ordres professionnels. Elle les enjoint à trouver l'équilibre entre l'ouverture nécessaire à la globalisation et la sauvegarde des acquis de la société québécoise en matière de protection du public.

Un des effets positifs de l'implication des ordres a été l'approfondissement de nos relations avec plusieurs partenaires. Je pense ici aux intervenants du monde du travail et du monde de l'éducation, particulièrement les universités qui se sont engagées dans la formation d'appoint des personnes formées hors du Québec.

Le système professionnel québécois suscite beaucoup de fierté, car il comporte des caractéristiques uniques qui permettent l'encadrement efficace de centaines de milliers d'actes professionnels chaque année. Nous devons nous assurer que dans le cadre de ce grand mouvement de globalisation, nous soyons en mesure, avec tous nos partenaires, de protéger et d'exporter le meilleur de notre modèle professionnel tout autant que de nous inspirer de ce qui se fait de mieux ailleurs.

Le Code des professions modernisé. L'année a aussi été marquée par la modernisation de la loi-cadre du système professionnel, le Code des professions. Des projets de loi ont été présentés par le gouvernement et commentés par le Conseil : le Projet de loi n° 3 sur la mise en œuvre de l'Entente

France-Québec; le Projet de loi n° 21 dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines; le Projet de loi n° 46 qui modifie le Code. Les autorités ont donné suite à plusieurs de nos commentaires et recommandations, confirmant ainsi notre capacité réelle à influencer les dossiers qui nous concernent.

Plan de communication. Le Conseil s'est doté d'un ambitieux plan de communication. Un plan mobilisateur qui sera réalisé avec la collaboration des ordres et de l'Office des professions. Un plan innovateur, qui culminera avec la tenue de la première Semaine des professionnels du 11 au 17 octobre prochain.

Forums et comités. Signe d'une vie associative saine, j'ai également été impressionné par le volume d'activités menées par le Conseil et les travaux de grande qualité produits par nos différents comités et forums. L'Assemblée des membres a mis en place un groupe de réflexion sur la prévention et la gestion des différends qui peuvent survenir entre les ordres professionnels. J'attache une grande importance à ce dossier, en raison des impacts que peuvent avoir ces différends sur notre cohésion et de l'image négative qui en résulte pour le public.

La prochaine année. La prochaine année sera celle de la mise en œuvre de l'Entente France-Québec et des nouvelles dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur instaurant la mobilité pan-canadienne. L'année sera également marquée par les négociations canado-européennes en vue d'un accord de libre-échange, qui comprendra la mobilité de la main-d'œuvre.

Nous surveillerons de près la révision annoncée de la Loi sur le lobbysme. Nous avons déjà souligné le caractère déraisonnable de plusieurs de ses dispositions concernant les ordres professionnels.

Nous commenterons cet automne le nouveau Projet de loi n° 53 instituant le poste de Commissaire aux plaintes en matière de reconnaissance des compétences professionnelles. La modernisation du Code des professions se poursuivra, cette fois probablement en ce qui a trait à d'autres secteurs d'activités.

Le Conseil interprofessionnel sera présent dans chacun de ces dossiers. Il s'agira d'autant d'occasions d'affirmer la pertinence du système professionnel et sa contribution à la société. ■

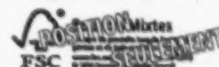
info-express Bulletin d'information du Conseil interprofessionnel du Québec

Le Conseil interprofessionnel du Québec est le regroupement des 45 ordres professionnels québécois. Le Code des professions lui octroie un mandat d'organisme-conseil auprès de l'autorité publique.

RÉDACTION : Jean-François Thuot, Dominique Demers et Julie de Gongre • **CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUES :** Galina de Repentigny • **PHOTO DE LA COUVERTURE :** Sophie d'Ayron • **IMPRESSION :** J. B. Deschamps • Tous les articles publiés dans ce bulletin peuvent être reproduits à la condition d'en indiquer la source. • Dépôt : ISSN-1201-852X Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives Canada



L'info-express est imprimé avec des encres végétales sans composés organiques volatils sur du papier Chorus Art, fabriqué à 50 % de fibres recyclées, dont 25 % de fibres postconsommation.



LE COMITÉ ADMINISTRATIF 2009-2010



Lors de l'Assemblée générale annuelle du CIQ tenue le 29 mai 2009, des élections ont eu lieu afin de pourvoir différents postes au sein du comité administratif.

Au terme de ces élections, Mme Johanne Côté, hygiéniste dentaire, a été réélue à la vice-présidence, M. Alain Bernier, technologue professionnel, a été réélu au poste de trésorier et M. Claude Leblond, travailleur social, a été réélu au poste de secrétaire, et ce, respectivement pour un mandat de deux ans.

Le président, M. Richard Gagnon, F. Adm. A., ainsi que M^{me} Françoise Rollin, ergothérapeute, M. Zaki Ghavitian, ingénieur, et M. Daniel McMahon, comptable agréé, poursuivent leur mandat amorcé l'année dernière et complètent le nouveau comité administratif 2009-2010.

RANGÉ HÔTE : M^{me} FRANÇOISE ROLLIN, M. RICHARD GAGNON, M^{me} JOHANNE CÔTÉ,
M. ZAKI GHAVITIAN
RANGÉ AMÈRE : M. DANIEL MCMAHON, M. CLAUDE LEBLOND, M. ALAIN BERNIER

ROGER NICOLET, LAURÉAT DU PRIX DU CIQ

Le lauréat du Prix du CIQ 2009 est l'une des plus grandes figures de proue du monde de l'ingénierie au Québec. Remis annuellement, le Prix du CIQ reconnaît la contribution exceptionnelle d'une personnalité au développement du système professionnel.

Roger Nicolet est membre de l'Ordre des ingénieurs depuis quarante-cinq ans. Sa trajectoire professionnelle aura façonné sa profession au Québec et contribué à donner à la notion de compétence professionnelle la valeur qui lui est propre.

Au cours de sa carrière, il a réalisé de nombreux projets qui ont transformé le visage du centre-ville de Montréal. Pensons notamment à la Place Ville-Marie, immeuble emblématique de la métropole du Québec, à la Place Bonaventure et à la Place Montréal Trust.

Homme de vision et d'éthique, ce bâtisseur a mis ses compétences et son poids moral au service de la société québécoise à la suite de plusieurs catastrophes naturelles et de problématiques liées aux infrastructures publiques. Mentionnons à cet égard ses présidences à la tête des commissions sur les inondations du Saguenay et sur le verglas, ainsi que sa contribution à la Commission sur l'effondrement du viaduc de la Concorde.

Son engagement social est tout à fait remarquable. Proche de sa communauté, il a toujours eu à cœur la prospérité de la région estrienne et de la municipalité d'Austin dont il est maire depuis plus de 30 ans. Il a présidé l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec pendant neuf ans ainsi que le conseil d'administration de l'Université de Sherbrooke de 1996 à 1998.



M. RICHARD GAGNON, F. Adm. A., PRÉSIDENT DU CIQ; **M. MICHEL VERREAULT,** VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL À LA DISTRIBUTION, LA PERSONNELLE, ASSURANCES GÉNÉRALES; **M. ROGER NICOLET,** INGÉNIEUR; **M. JEAN VAILANCOURT,** VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL, LA PERSONNELLE, ASSURANCES GÉNÉRALES.

Roger Nicolet a été membre du conseil d'administration de l'Ordre des ingénieurs du Québec de 1996 à 2003 et il en a été le président de 1997 à 2002. C'est sous ces cinq mandats que l'OIQ a traversé les périodes tumultueuses de la mondialisation et de la déréglementation, deux facteurs qui ont eu de fortes conséquences sur sa profession.

Animé des valeurs du système professionnel, il s'est engagé à recentrer l'Ordre sur sa mission de protection du public en pilotant notamment une importante restructuration des activités internes de l'Ordre. ■

L'ŒUVRE QUI SYMBOLISE LE PRIX EST UNE MÉDAILLE EN ARGENT MASSIF.
LA PRODUCTION DE L'ŒUVRE ET SA REMISE ANNUELLE BÉNÉFICIENT
D'UNE COMMANDITE DE PRESTIGE DE LA PERSONNELLE,
ASSURANCES GÉNÉRALES, ET MEMBRE DU MOUVEMENT DESJARDINS.



SIGNATURES D'ENTENTES AVEC LA FRANCE

Depuis le 17 octobre 2008, date où le Président de la République française et le Premier ministre du Québec ont conclu une entente sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, sept ordres professionnels ont jusqu'à présent signé des « arrangements de reconnaissance mutuelle » (ARM) avec leurs homologues français.

Il s'agit des ordres professionnels suivants :

- **Ingénieurs** (17 octobre 2008)
- **Architectes** (9 avril 2009)
- **Comptables agréés** (27 avril 2009)
- **Comptables généraux licenciés** (27 avril 2009)
- **Travailleurs sociaux** (27 avril 2009)
- **Avocats** (30 mai 2009)
- **Arpenteurs-géomètres** (9 juin 2009)

Examen comparatif. La mise en œuvre de l'entente Québec-France sur la reconnaissance des qualifications professionnelles se fait à travers la signature, entre les ordres professionnels et leurs homologues français, d'arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM). Ces arrangements visent à établir pour chaque profession réglementée, les conditions nécessaires à la reconnaissance effective des qualifications professionnelles. Ces conditions sont déterminées à la suite de l'évaluation commune, par les autorités compétentes, des champs de pratique et des titres de formation liés à l'autorisation d'exercer une profession

visée, conformément au processus d'examen. La signature d'un ARM n'est cependant pas obligatoire, advenant le constat, par les parties intéressées, de trop grandes différences entre les champs de pratique ou les titres de formation en lien avec la profession concernée.

Mesures de compensation. Toutefois, la signature de tels arrangements n'ouvre pas nécessairement la porte à une mobilité immédiate de la profession. L'arrangement peut prévoir une période de transition. Il peut aussi prévoir l'aménagement de certains mécanismes particuliers. Une mesure de compensation peut être exigée comme un stage d'adaptation, une épreuve d'aptitude ou une formation d'appoint, notamment quand il est question de santé, de sécurité ou de protection du public.

Mise en œuvre. Afin d'assurer la mise en œuvre des dispositions de l'Entente au Québec, le gouvernement a adopté le Projet de loi n° 3 (voir encadré) qui modifie certaines dispositions du

Projet de loi n° 3, Loi modifiant la Loi sur l'accès à la profession des ARM.

Comité bilatéral. Le 27 avril dernier, le comité bilatéral de suivi de l'Entente Québec-France tenait sa première réunion à Paris. M^{re} Gil Rémillard a été désigné secrétaire général du comité, pour le Québec.

Selon l'Entente, les ordres professionnels doivent avoir complété l'évaluation commune de leurs champs de pratique et de leurs titres de formation d'ici le 31 décembre 2010. ■

ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR

CAP SUR LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

D'ici 2010, un travailleur accrédité par un organisme de réglementation au Canada pour exercer une profession pourra exercer cette profession dans toute province ou tout territoire sans autre exigence significative de formation supplémentaire, d'expérience, d'examen ou d'évaluation.

Ce principe de mobilité est au cœur des modifications apportées à l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), sur lesquelles se sont entendus les gouvernements concernés, dont le gouvernement du Québec, le 1^{er} janvier 2009.

En modifiant l'Accord, les gouvernements se sont ainsi engagés à assurer la pleine mobilité de la main-d'œuvre dans toutes les professions réglementées, admettant seulement les « mesures d'exception jugées absolument nécessaires ».

L'Accord ainsi modifié prévoit que les provinces conservent le pouvoir d'imposer des exigences significatives en matière de reconnaissance professionnelle pour les travailleurs d'autres provinces tant et aussi longtemps qu'elles peuvent alléguer que ces mesures d'exception sont nécessaires à l'atteinte notamment d'un objectif « légitime ».

La protection du public demeure essentielle. Au Québec, une loi de l'Assemblée nationale, le _____, confie aux ordres professionnels la fonction de protection du public. Dans les discussions qui ont précédé les modifications à l'ACI, le Conseil interprofessionnel et les ordres ont fait valoir auprès des autorités que les engagements en matière de mobilité de la main-d'œuvre, auxquels ils adhèrent par ailleurs, ne doivent pas venir à l'encontre de cette mission fondamentale du système professionnel qu'est la protection du public.

Mise en œuvre. Au Québec, la mise en œuvre de l'ACI modifié a été confiée à l'Office des professions et au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. À l'hiver 2009, l'Office et le MESS ont établi le processus que les ordres professionnels doivent suivre pour déterminer les mesures d'exception qui pourraient être prises dans certains cas, tel que le prévoit l'ACI.

LE CODE DES PROFESSIONS EST MODIFIÉ

Adopté le 9 juin dernier par l'Assemblée nationale, le Projet de loi n° 3 modifie le Code des professions afin de permettre la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (Entente Québec-France).

Ce projet de loi modifie notamment le *Code des professions* afin d'autoriser la délivrance d'un permis à une personne formée en France qui satisfait aux conditions et modalités qu'un ordre professionnel détermine par règlement, et ce, pour donner effet à un arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) conclu en vertu de l'Entente Québec-France.

Permis restrictif temporaire. Le projet de loi autorise également la délivrance d'un permis restrictif temporaire à un candidat qui posséderait les compétences professionnelles requises lui permettant d'exercer sa profession, le temps que celui-ci complète l'ensemble des conditions d'obtention du permis. Précisons que cette possibilité ne figurait pas dans l'ancienne version du projet de loi (Projet de loi n° 105).

Le 14 mai dernier, lors de l'étude détaillée du Projet de loi n° 3 à la Commission des institutions, la Ministre responsable de l'application des lois professionnelles a souligné

que cet ajout au projet de loi fait suite aux préoccupations qui avaient été exprimées par le Conseil interprofessionnel du Québec.

Processus accéléré.

Afin d'accélérer le processus d'adoption des règlements visant l'admission d'une personne, le projet de loi prévoit l'introduction d'une nouvelle procédure qui ne nécessiterait pas l'approbation du gouvernement, seulement celle de l'Office des professions.

Appui du CIQ. Après avoir commenté l'ancien Projet de loi n° 105, le Conseil interprofessionnel du Québec a émis un avis favorable au Projet de loi n° 3.

Lors de l'étude détaillée de ce projet en commission parlementaire, la Ministre responsable a souligné l'engagement actif et constant du Conseil et des ordres professionnels dans le dossier. Plusieurs ordres ont déjà conclu des ententes avec leurs homologues français, a rappelé la Ministre, et travaillent ardemment à l'adaptation de leurs règles et de leurs processus pour donner plein effet à celles-ci. ■



ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI

Projet de loi n° 3

Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type

Présentation

Préparé par
Ministre responsable des
affaires professionnelles

Editeur officiel du Québec
2008

Conformément à l'Accord, un ordre professionnel doit démontrer qu'une mesure d'exception, par exemple l'imposition d'une formation complémentaire ou encore d'une limitation du droit d'exercer une profession, a pour objet la réalisation d'un objectif légitime, qu'elle ne restreint pas la mobilité de la main-d'œuvre plus qu'il n'est nécessaire et qu'elle ne constitue pas une mesure déguisée de restriction de la mobilité.

Objectifs légitimes. L'Accord contient une liste d'objectifs légitimes, tels que la sécurité du public, la protection de la santé des humains ou encore la protection des consommateurs. Toutefois, la notion de protection du public, inscrite au *Code des professions*, n'y apparaît pas. Il s'agit là d'une préoccupation majeure des ordres et du Conseil.

À la demande de ceux-ci et de l'Office des professions, le gouvernement du Québec a demandé en décembre 2008 au Comité du commerce intérieur d'indiquer si, à son avis, les objectifs légitimes énumérés par l'Accord incluent bel et bien la protection du public. Dans le cas contraire, cette notion devrait être ajoutée à la liste des objectifs légitimes.

Demandes d'exception. À l'heure actuelle, une dizaine d'ordres professionnels ont formulé à l'Office des professions et au MESS des demandes d'exceptions. Les autorités gouvernementales devraient faire connaître leur réponse sous peu.

Règlement. Dans l'intervalle, les nouvelles modalités de l'ACI sont en voie de se refléter dans le dispositif réglementaire des ordres. Ces derniers sont engagés dans des travaux devant mener à l'adoption de règlements de « permis sur permis », qui établiront la procédure permettant de délivrer « automatiquement » un permis professionnel à toute personne détenant un permis similaire dans une province canadienne.

Préoccupation. Le Conseil et les ordres maintiennent leur souhait d'assurer la pleine reconnaissance de la notion de protection du public parmi les objectifs légitimes énoncés dans l'Accord. Six mois après avoir été saisi de cette demande par le gouvernement du Québec, le Comité du commerce intérieur ne s'est toujours pas prononcé sur la question. ■

VERS LA SEMAINE DES PROFESSIONNELLS

Le Code des professions célèbre cette année le 35^e anniversaire de son entrée en vigueur. À cet égard, le plan de communication du CIQ met de l'avant un événement d'envergure : La Semaine des professionnels.

Les ordres font face à des phénomènes nouveaux qui posent des défis importants au regard de leur mission de protection du public. Par ailleurs, leur crédibilité est remise en question tant par le public que par les décideurs.

Dans ce contexte, les ordres professionnels ont doté le Conseil de son premier plan de communication, en mars dernier.

Ce plan est un instrument au service de la collectivité des ordres professionnels et destiné à la promotion du système professionnel, des ordres professionnels et de leurs membres, soit 332 000 personnes exerçant 51 professions réglementées.

Objectifs. Mieux faire connaître et apprécier les professions réglementées, faire valoir la plus-value du système professionnel québécois en matière de protection du public et développer le sentiment d'appartenance des membres envers leur profession et le système professionnel, tels sont les objectifs du plan de communication.

Le plan prévoit la réalisation d'une dizaine d'actions tout au long de l'année avec la collaboration soutenue des ordres et de l'Office des professions du Québec. Tournée des médias, tournée des décideurs, campagne publicitaire, conférences et lettres ouvertes dans les médias figurent au menu des activités.

La Semaine des professionnels sera l'événement marquant du plan. Elle se déroulera du 11 au 17 octobre 2009. Les principales activités projetées sont les suivantes :

- Conférence-débat publique sur les professions réglementées, en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde (www.inm.org) ;
- Conférence de prestige sur l'avenir des professions réglementées dans un monde globalisé, donnée par Jacques Attali, président de la Commission sur la croissance française ;
- Aménagement d'une « Avenue des professions » au Salon national de l'éducation (www.salonnationaleducation.com), du 14 au 16 octobre 2009, avec la participation de plusieurs ordres professionnels ;
- Parution dans le journal *Les Affaires* d'un cahier spécial sur les ordres professionnels à l'occasion de la La Semaine des professionnels.

Mobilisation. Le Forum des communications du CIQ s'est rapidement mobilisé afin de mettre en œuvre le plan de communication. Une trentaine de communicateurs issus des ordres professionnels travaillent activement au sein de groupes de travail à la mise en œuvre des diverses activités du plan de communication. La firme AGC Communications (www.agc.com) accompagne le Conseil dans la réalisation de son premier plan de communication. ■



DEVELOPPEZ VOTRE
EXPERTISE COMME
PORTE-PAROLE
AUPRES DES MÉDIAS
D'INFORMATION



RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Les ordres professionnels désignent généralement leur président comme porte-parole auprès des médias. Dans cette perspective, le Conseil offre depuis quelques mois deux formations adaptées au contexte précis dans lequel évolue un ordre professionnel. La firme AGC communications s'est vu confier par le Conseil le mandat de dispenser cette formation de façon exclusive.

Développez votre expertise comme porte-parole auprès des médias d'information est une initiation aux médias et à leurs modes de fonctionnement, à l'analyse des nouvelles et à l'art de livrer des entrevues.

Formation à la prise de parole en public s'adresse aux présidents, dirigeants ou autres responsables concernés d'un ordre qui doivent prononcer des discours ou faire des présentations.

Cette offre de formation fait partie des nouveaux outils offerts par le Conseil à ses membres, dans le cadre de son Plan de communication 2009-2011. ■

REGARD SUR L'EUROPE

L'Entente Québec-France nous amène à devoir mieux comprendre ce qui se fait en Europe en matière de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). Une délégation du Québec, dont le CIQ faisait partie, s'est donc rendue sur place en mai dernier.

Le *Cadre européen des certifications* (CEC), un référentiel qui permet aux États membres d'établir un lien entre leurs systèmes de certification est un instrument essentiel de la RAC en Europe. Son objectif est de promouvoir la mobilité et de faciliter l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Un deuxième instrument, la *Directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*, instaure la reconnaissance automatique pour certaines professions réglementées et un dispositif de reconnaissance pour d'autres professions réglementées. Ce dispositif a inspiré l'Entente Québec-France (voir le numéro d'automne 2008 d'*info-express*).

Le troisième instrument est le « processus de Bologne », un engagement pour construire un espace européen de l'enseignement supérieur d'ici 2010. On procède actuellement à l'harmonisation des diplômes de l'enseignement supérieur, en vue de faciliter l'insertion sur le marché du travail européen.

Des précurseurs écossais.

Le Cadre européen est en fait issu d'une tradition développée depuis une vingtaine d'années par certains États membres, notamment le Royaume-Uni, et plus particulièrement l'Écosse. Le *Scottish Credit and Qualifications Framework* a pour visée d'aider toute personne à accéder au niveau d'éducation et à la formation appropriées, selon ses quali-

fications. L'une des particularités de ce cadre est de tenir compte de la diversité et de la complémentarité des formes d'apprentissage, tant l'apprentissage formel (scolaire, structuré) qu'informel (expérience de travail).

La référence belge. La Belgique met en œuvre depuis 2003 un processus de validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue. L'intérêt de la démarche se situe surtout sur plan méthodologique. En effet, un *Consortium de validation des compétences* a développé une approche globale permettant le développement d'outils de validation sur la base de référentiels de compétences. L'approche n'est pas sans rappeler celle utilisée par Emploi-Québec avec son *Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences*.

L'expérience française.

La France institue en 2002 la *Validation des acquis de l'expérience* (VAE). La VAE permet à toute personne engagée dans la vie active de demander la reconnaissance de ses acquis pour acquérir une certification (diplôme, titre ou certificat de qualification professionnelle), sans suivre un parcours classique de formation. Ainsi, certains diplômes universitaires peuvent être décernés à une personne sur la seule base de la reconnaissance de ses acquis.

Pour rendre crédible le processus, des universités ont développé des procédures et des méthodes d'évaluation des compétences.

Celles-ci puisent amplement dans la tradition proprement universitaire du « jury de soutenance ». À la différence de la Belgique qui paraît s'inspirer davantage de mesures quantitatives, la France semble ainsi préférer une démarche plus qualitative, puisque reposant sur le jugement de pairs formulé en collégialité.

Professions réglementées.

Depuis 2007, un régime de reconnaissance automatique de l'expérience professionnelle existe pour les professions suivantes : médecins, infirmiers, sages-femmes, pharmaciens, dentistes, vétérinaires et architectes. Le processus de Bologne, qui a favorisé l'harmonisation des programmes d'études concernés, a permis d'établir les conditions minimales de formation sans lesquelles toute reconnaissance automatique aurait été impossible.

L'expérience du *General Council of Medicine* du Royaume-Uni, dont les représentants furent rencontrés, indique que ce régime suppose une approche rigoureuse de vérification des preuves du ressortissant. Des préoccupations subsistent cependant sur la comparabilité des formations de certains États membres.

Par ailleurs, on assiste à un nouvel enjeu : celui de la connaissance suffisante de la langue (ici, la langue anglaise) en vue de l'exercice d'une profession. En effet, la mise en application de la Directive européenne a révélé la mauvaise préparation de certains ressortissants européens. Or, la Directive ne permet pas à l'heure actuelle d'inclure la connaissance suffisante de la langue de l'État membre comme une condition de reconnaissance professionnelle.

Difficultés observées. L'Europe fait preuve d'innovation à bien des égards en matière de RAC. Certaines préoccupations ne sont toutefois pas sans rappeler celles partagées par maints intervenants au Québec. Ainsi, l'arrimage entre la RAC et les universités est à parfaire, sauf peut-être en France. En ce qui concerne les professions réglementées, celles-ci sont encore peu touchées par l'effervescence méthodologique qui caractérise d'autres domaines d'activités, dont les métiers, particulièrement au chapitre de l'évaluation des acquis expérimentaux. Ce décalage ne saurait durer toutefois, compte tenu des tendances observées à l'échelle globale, en Europe comme ailleurs, incluant au Québec. ■

L'ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC RÉCOMPENSÉ !

Le 23 mai dernier, l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec a été proclamé lauréat du 23^e Concours des OCTAS dans la catégorie « Apprentissage en ligne et gestion des connaissances – 1 à 300 employés » pour son projet *CAMPUS OPIQ : Formation Communication Collaboration*, un centre de cyberapprentissage autogéré.

Organisé par le Réseau ACTION TI (anciennement la Fédération de l'informatique du Québec), le concours des OCTAS est un événement d'envergure qui vise à reconnaître l'excellence dans le domaine des technologies de l'information. ■

LES RELATIONS DU SYNDIC EN PLEINE ÉVOLUTION

Le 19 février 2009 s'est tenu le deuxième Colloque du forum des syndicats organisé sous les auspices du CIQ. L'activité, où plus de 165 personnes étaient présentes, traitait des changements survenus dans le système professionnel et des aspects relationnels du syndic dans son environnement.

Comme source de changements, pensons aux modifications apportées au Code des professions par le Projet de loi n° 75 et à l'application, depuis 2007, de dispositions en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. Plus globalement, pensons aussi aux enjeux de société tels que l'intégration des personnes immigrantes et la mobilité professionnelle, qui ont d'emblée un impact sur l'évolution du système professionnel, dont le travail du syndic.

Le syndic d'un ordre professionnel doit adapter ses pratiques pour tenir compte de ces changements. Le colloque du 19 février 2009 se voulait donc un moment de réflexion privilégié sur la façon dont le travail du syndic peut évoluer.

Les conférences. Sous le thème de la déjudiciarisation du processus disciplinaire des ordres professionnels, l'honorable Hélène de Kovachich, présidente du Tribunal administratif du Québec et juge administratif en chef, considère la conciliation comme étant l'une des clés du succès d'un processus de déjudiciarisation. Elle y a présenté les objectifs, les principes mais aussi les limites de cette méthode. Reconnue comme pionnière dans ce domaine, la conférencière a fait état de l'expérience du Tribunal administratif et de ses retombées utiles pour des systèmes connexes, dont la discipline professionnelle.

M^{re} François Montfils, avocat chez Therrien Couture Avocats, a exposé les principales modifications, touchant le syndic, apportées au Code des professions par l'entrée en vigueur des dispositions du Projet de loi n° 75. Le conférencier a ainsi précisé la portée de l'«indépendance décisionnelle» du syndic et de son obligation de confidentialité, en regard des nouvelles dispositions du Code orientées vers la circulation de l'information au sein d'un ordre professionnel.

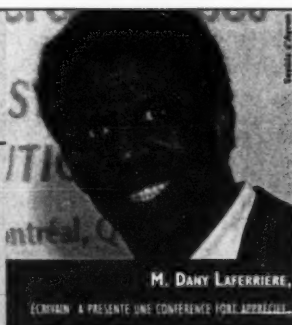
Invité à prononcer une allocution, le président de l'Office des professions, M^{re} Jean-Paul Dutrisac, a placé son intervention sous l'angle de l'avenir du système professionnel. Il a ainsi convié les syndicats à déborder de leurs réalités quotidiennes pour réfléchir eux aussi à cet avenir. Le regard des syndicats, estime-t-il, peut aussi contribuer à faire évoluer les manières de pratiquer. Le Président de l'Office des professions a également rappelé l'importance de la circulation de l'information au sein d'un ordre professionnel, afin d'optimiser le fonctionnement de celui-ci pour mieux protéger le public.

M^{re} Patrice Guay, avocat associé chez Dufresne Hébert Comeau, a fait un exposé sur les limites, la valeur et la portée des opinions formulées par un syndic auprès des membres de l'ordre relativement à l'interprétation des obligations déontologiques de ceux-ci. M^{re} Guay a ainsi invité les syndicats à la prudence, compte tenu notamment de

leur statut et de leurs responsabilités. Une opinion mal formulée peut en effet engager indirectement la responsabilité de l'ordre professionnel.

M^{me} Ana-Luisa Itturiaga, directrice générale de la firme Québec Multi-Plus, a ébloui plus d'un participant avec son exposé rafraîchissant sur l'amélioration de la communication dans un contexte interculturel. Elle a fait prendre conscience du cheminement difficile pour un immigrant dans sa terre d'accueil québécoise. Elle a sensibilisé les participants aux obstacles à la communication interculturelle.

Enfin, M. Dany Laferrière, écrivain et conférencier de clôture, a permis aux participants de déborder le cadre restreint des questions reliées au colloque en proposant sa lecture de l'évolution récente de la société québécoise. À travers des propos portant tant sur l'évolution des femmes que sur la place des immigrants et l'identité d'aujourd'hui, M. Laferrière a manié avec aisance l'humour et l'impertinence, à la grande satisfaction de l'auditoire. ■



M. DANY LAFERRIÈRE,

ENFIN À PRÉSENTER UNE CONFÉRENCE FORT ATTRAYANTE.



JULIE DE GONGRE, NOUVELLE CHARGÉE D'AFFAIRES PROFESSIONNELLES

Le 6 avril dernier, M^{re} Julie de Gongre, avocate, s'est jointe à l'équipe de la permanence du Conseil, à titre de chargée d'affaires professionnelles.

Membre du Barreau du Québec depuis 2002, M^{re} de Gongre a œuvré au sein de plusieurs ordres professionnels, dont le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec.

Elle a œuvré au sein de l'Office québécois de la langue française,

de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec et de la Corporation des maîtres électriciens et a également été pigiste pour le cabinet Boisvert, de Niverville & Associés.

M^{re} de Gongre assumait l'intérim au poste de secrétaire générale de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec avant de se joindre à l'équipe du Conseil.

C'est avec plaisir que nous lui souhaitons la bienvenue dans ses nouvelles fonctions! ■